

**CPID**

Comité parlementaire  
pour un Iran démocratique



**SOULEVEMENTS  
POPULAIRES EN IRAN  
&  
ROLE DE LA RESISTANCE  
IRANIENNE**

12 janvier 2022  
Réunion à  
l'Assemblée nationale

## C.P.I.D.

### Présidente

**Michèle de VAUCOULEURS**

Députée des Yvelines

### Vice-présidents

**André CHASSAIGNE**

Député du Puy-de-Dôme

**Yannick FAVENNEC**

Député de la Mayenne

**Philippe GOSSELIN**

Député de la Manche

**Hervé SAULIGNAC**

Député de l'Ardèche

### Membres

**Pierre-Yves BOURNAZEL**

Député de Paris

**Jean-Michel CLEMENT**

Député de la Vienne

**Yves DANIEL**

Député de la Loire-Atlantique

**Rémi DELATTE**

Député de la Côte-d'Or

**Vincent DESCOEUR**

Député du Cantal

**Éric DIARD**

Député des Bouches-du-Rhône

**Jean-Paul DUFREGNE**

Député de l'Allier

**Nadia ESSAYAN**

Députée du Cher

**Jacques KRABAL**

Député de l'Aisne

**Sonia KRIMI**

Députée de la Manche

**Brahim HAMMOUCHE**

Député de Moselle

**Jean LASSALLE**

Député des Pyrénées-Atlantiques

**Constance LE GRIP**

Députée des Hauts-de-Seine

**Olivier MARLEIX**

Député d'Eure-et-Loir

**Bertrand PANCHER**

Député de la Meuse

**Bérengère POLETTI**

Députée des Ardennes

**François PUPPONI**

Député du Val d'Oise

**Frédéric REISS**

Député du Bas-Rhin

**Valérie THOMAS**

Députée du Puy-de-Dôme

**Hubert WULFRANC**

Député de la Seine Maritime



## Comité parlementaire pour un Iran démocratique

### Réunion du CPID :

### « soulèvements en Iran et rôle de la résistance organisée »

Le Comité parlementaire pour un Iran démocratique a tenu une réunion à l'Assemblée nationale (salle 7044) le mercredi 12 janvier 2022 pour faire un bilan de ses activités durant cette législature. Ces cinq années d'activités ont démontré une véritable mobilisation des parlementaires issus de tous les groupes politiques en faveur de l'État de droit et du respect de la démocratie en Iran.

Le CPID a mené des actions de sensibilisation grâce aux nombreuses réunions et conférences organisées depuis 2017 mais aussi à travers des communiqués réagissant à l'actualité iranienne.

Plus récemment le CPID a fait part de son inquiétude auprès du Président de la République suite à l'élection de Ebrahim Raïssi, directement impliqué dans les massacres des prisonniers politiques en 1988, à la présidence du régime iranien, depuis juin 2021.

Les membres du CPID, de la majorité comme de l'opposition, se sont félicités de la convergence de leurs points de vue sur la nécessité de mettre en relief la situation socio-économique très précaire en Iran et les aspirations du peuple iranien pour l'établissement d'une vraie démocratie dans ce pays.

Le CPID a souvent alerté les autorités sur la situation en Iran et ses conséquences pour la France. Nous considérons que l'évolution à l'intérieur du pays et les nombreuses manifestations de mécontentement populaires réprimées par le pouvoir démontrent que la promotion du respect des Droits de l'Homme en Iran est une condition nécessaire pour l'instauration de la sécurité et d'une paix durable dans cette région du Moyen-Orient. Plus particulièrement, les actions déstabilisatrices du régime iranien

vers ses voisins, tout comme les tentatives d'accéder à l'armement nucléaire et de plus grandes capacités de ses missiles balistiques, sont autant de manœuvres pour éclipser sa fragilité intérieure.

Parce que l'Iran ne peut être amalgamé avec le régime répressif et rétrograde des mollahs, le CPID a également soutenu le Conseil national de la Résistance iranienne et sa présidente Maryam Radjavi pour promouvoir son plan en 10 points pour l'Iran libre de demain. Invitée à l'occasion de cette réunion, elle a notamment déclaré : « *le régime iranien est confronté à une société explosive. Malgré la répression et les arrestations il n'arrive pas à arrêter la multiplication et la montée en puissance des unités de résistance. Il sent venir le danger du renversement et sa priorité est sa survie. Il est temps que la France prenne l'initiative d'une nouvelle politique. Il faut montrer de la fermeté face au terrorisme d'État des mollahs, leurs prises d'otages et leur chantage.*

*L'époque de l'illusion d'une réforme de la dictature religieuse est terminée. Pour son intérêt à long terme, la France devrait se mettre en accord avec la volonté du peuple iranien d'instaurer une véritable démocratie.»*

Plusieurs membres de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, intervenant en débat, se sont engagés à porter le message de cette réunion devant cette commission.

**Michèle de Vaucouleurs**

**Philippe Gosselin**

**André Chassaingne**

**Yannick Favennec**

**Hervé Saulignac**



# Michèle de Vaucouleurs, députée des Yvelines, Modem, Présidente du CPID

Je tiens à revenir sur les actions menées par notre comité depuis maintenant cinq ans en faveur de la promotion du respect des droits de l'homme et de la démocratie en Iran. Le CPID a supporté ces enjeux aussi bien auprès des parlementaires à l'Assemblée nationale que de manière plus large. Nous avons mené des actions de sensibilisation grâce aux nombreuses réunions et conférences organisées depuis 2017, mais aussi à travers des communiqués réagissant à l'actualité iranienne. De même, nous avons eu l'occasion d'écrire à plusieurs reprises au président de la République et au ministre des Affaires étrangères pour alerter sur la situation en Iran et ses conséquences pour la France.

Nous avons notamment adressé une correspondance au moment de l'attentat à la bombe déjoué à Villepinte le 30 juin 2018, alors qu'avait lieu le plus grand rassemblement annuel du Conseil national de la résistance iranienne. Plus récemment, le CPID a fait part de son inquiétude suite à l'élection d'Ibrahim Raïssi, directement impliqué dans les massacres de 1988 à la présidence du régime iranien.

Parce que l'Iran ne saurait être amalgamé avec le régime répressif et

rétrograde des mollahs. Le CPID a également soutenu le Conseil national de la Résistance iranienne et sa présidente Maryam Radjavi.

Madame la présidente, nous vous avons reçu en octobre 2019 à l'Assemblée nationale pour évoquer l'action de l'opposition iranienne au régime et en particulier son plan en dix points pour promouvoir un Iran libre de demain. C'est avec plaisir que nous vous accueillons de nouveau aujourd'hui pour cette réunion.

Ces cinq dernières années d'activités ont donc démontré une véritable mobilisation des parlementaires issus de tous les groupes politiques en faveur de l'état de droit et du respect de la démocratie en Iran. Je tiens, à l'occasion de notre dernière réunion, à saluer cette implication sans faille qui permet aux idées de vivre désormais depuis trois législatures.

Nos échanges seront également l'occasion de présenter à chacun la cité d'Achraf-3 et son Musée de la Résistance, situé en Albanie, que plusieurs d'entre nous avons eu l'occasion de visiter. Nous terminerons bien entendu par les interventions de nos collègues ainsi que leurs éventuelles questions.



**☩** *L'Iran ne saurait être amalgamé avec le régime répressif des mollahs.*

**☩** *Madame Radjavi, nous vous avons reçu en octobre pour évoquer votre plan en 10 points pour un Iran libre.*

**☩** *Une mobilisation des parlementaires de tous les groupes politiques en faveur du respect de la démocratie en Iran.*





## Maryam Radjavi, Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI)

Le soutien du CPID et de ses députés à la cause du peuple iranien et de sa résistance, est inestimable. Vos messages de solidarité ont encouragé le peuple iranien dans son combat pour la liberté et la démocratie.

A votre réunion du 24 novembre dernier, j'ai évoqué la situation explosive de la société iranienne. Ispahan a connu des manifestations de paysans. Le régime a répondu par la répression. Ils réclamaient le retour de l'eau dans le fleuve du Zayandeh Roud.

Juste avant, le Khouzistan s'était soulevé contre la pénurie d'eau. Depuis 2018 il y a eu huit grands soulèvements en Iran. Les grèves et les manifestations se multiplient. La grande majorité des Iraniens vivent sous le seuil de pauvreté. Les richesses sont monopolisées par le guide suprême et ses pasdarans.

Le régime considère le peuple comme

son ennemi. L'attraction de la jeunesse pour l'OMPI lui fait peur. Il n'arrive pas à arrêter la montée en puissance des unités de résistance. Il sent venir le danger du renversement et sa priorité est sa survie. Pour cela, il détruit l'environnement, appauvrit les ouvriers et fait monter les prix. Il dépense les revenus dans les guerres et le terrorisme dans la région. Il ne contrôle plus la crise économique. Il mise sur le nombre élevé des victimes de la pandémie pour retarder un soulèvement populaire.

Sans avenir, il se tourne vers la bombe atomique. C'est pourquoi il cherche à gagner du temps dans les négociations. Ce n'est pas un hasard si Khamenei a placé Raïssi au gouvernement. Il est le bourreau du massacre de 1988, reconnu comme crime contre l'humanité. Il est là pour réprimer, obtenir la bombe et ne rien céder.

## Yannick Favennec, député de la Mayenne, UDI, vice-président du CPID

Je voudrais faire un point sur l'expansionnisme régional du régime des mollahs et les objectifs de cet expansionnisme. Il a cherché à étendre sa profondeur stratégique en influençant et en instrumentalisant les communautés chiites en raison de sa méfiance à l'égard de la population à l'intérieur du pays. Et pour cela, il tente de projeter ses problèmes internes vers des crises extérieures pour détourner l'attention du monde de la situation

de crise dans le pays. Et il tente aussi de dissimuler sa faiblesse à l'intérieur. Et la désignation de Raïssi est un signe de faiblesse et non de puissance de ce régime. Or, même dans ces zones d'influence, la situation du régime est mauvaise. Malheureusement les plans et les initiatives du président de la République française Emmanuel Macron au Liban ont été mis en échec par le Hezbollah, exécutant ainsi les politiques de Téhéran.

✚ *Il est temps que la France prenne l'initiative d'une politique de la fermeté face au terrorisme d'Etat des mollahs, leurs prises d'otages et leur chantage.*

✚ *Le CNRI est pour une république démocratique, respectueuse de l'égalité, de l'indépendance de la justice, de l'abolition de la peine de mort et de la séparation de la religion et de l'Etat.*

Ce régime ne peut ni ne veut trouver une entente avec son peuple, ni avec le monde. Son seul instrument à l'étranger, c'est le terrorisme. Il est temps que la France prenne l'initiative d'une politique de fermeté face au terrorisme d'Etat des mollahs, leurs prises d'otages et leur chantage. La France devrait se mettre en accord avec la volonté du peuple iranien d'instaurer une véritable démocratie. Le programme du CNRI pour une république démocratique, respectueuse de l'égalité, de l'indépendance de la justice, de l'abolition de la peine de mort et de la séparation de la religion et de l'Etat va dans ce sens.

Nous demandons à l'Assemblée nationale de condamner le crime contre l'humanité et le génocide en 1988 de plus de 30.000 prisonniers politiques par un régime dont le président est directement impliqué dans ce massacre.



✚ *La désignation de Raïssi est un signe de faiblesse et non de puissance de ce régime*



## André Chassaigne, député du Puy de Dôme, président du groupe GDR, vice-président du CPID

Je vois une évolution qualitative dans la résistance. Il y a les mobilisations de personnalités de tous les pays du monde. Il y a une puissance de conviction à l'international et chaque fois, on se pose la question : qu'est ce qui se passe à l'intérieur ? Or, on voit que depuis quelques années, et davantage depuis quelques mois, quelque chose se passe malgré la répression d'un régime abominable, avec des crimes qui sont commis contre ceux qui résistent. On voit que le mouvement populaire est en train de grandir et de prendre du muscle. Il faut qu'on le valorise, bien montrer ce qui se passe à partir des

manifestations contre les pénuries d'eau, les manifestations des enseignants, des ouvriers, des étudiants, etc. Tout cela est concrétisé par la résistance, dans des conditions extrêmement difficiles. Une résistance de l'intérieur qui est en train de se déployer avec force. L'OMPI est ciblée de l'intérieur par les mollahs et montrée du doigt en disant attention, derrière tout ça, il y a l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran. J'ai pour ma part, la certitude que si ce régime arrive à être renversé, si cette dictature est mise à bas, le CNRI, avec vous, madame la présidente Radjavi, aurez un rôle très, très important à jouer.



⌘ *Une résistance de l'intérieur qui est en train de se déployer avec force.*



## Philippe Gosselin, député de la Manche, LR, vice-président du CPID

Force est de constater que nous avons su dans notre diversité, nous retrouver dans un combat aux côtés du peuple iranien pour témoigner de l'implication de la représentation nationale française dans un sujet majeur.

Depuis l'attentat qui a échoué fort heureusement en juin 2018 à Villepinte, on sait désormais que le régime iranien est un Etat terroriste dont un certain nombre de diplomates sont des individus qui, appointés par l'Etat iranien, ont en Europe tenté des attentats qui pouvaient mettre en jeu la vie de nos propres concitoyens, y compris de celles et

ceux des invités qui étaient à Villepinte comme nous l'étions avec Michèle de Vaucouleurs. Un tribunal à Anvers a statué pour condamner à 20 ans de prison le diplomate concerné.

On sait aussi désormais qu'en Iran, il y a un président qui a pris une part importante à des massacres de prisonniers politiques en 1988. Des dizaines de milliers de victimes au sens propre pour les morts, mais aussi directement et indirectement pour leurs familles et leurs amis, sont des centaines de milliers de personnes, en réalité, qui sont impactées directement en Iran.

⌘ *Depuis l'attentat qui a échoué en juin 2018 à Villepinte, on sait que le régime iranien est un Etat terroriste.*

## Hervé Saulignac, député de l'Ardèche, PS, vice-président du CPID

La question du nucléaire ne peut pas nous conduire à détourner les yeux de ce qui se passe sur le plan des droits de l'homme en Iran. Le président Ebrahim Raïssi est l'auteur d'actes majeurs de répression, notamment les exécutions massives de 1988. Un véritable génocide qui devra tôt ou tard faire l'objet d'une enquête pour crimes contre l'humanité. Un président qui n'a pas d'autre solution que d'organiser l'impunité. Nous savons que sous sa direction, le pouvoir judiciaire avait accordé et

mis en place un système d'impunité généralisée à l'égard des responsables gouvernementaux des forces de sécurité coupables d'exécutions, de privations de liberté et de tortures.

Je crois que le message collectif que nous portons, c'est de dire au peuple iranien que nous savons ce qui se passe sur le sol iranien.

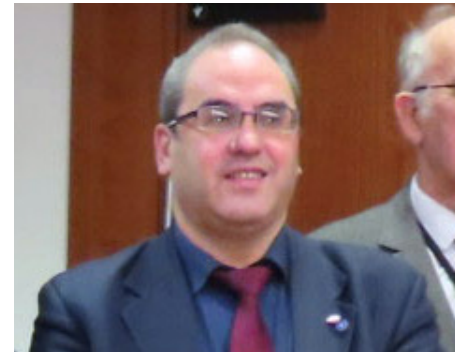
La résistance se structure à l'intérieur du pays, elle conforte ses bases et désormais, contribue à générer des inquiétudes très fortes au sein du régime.



⌘ *Les exécutions massives de 1988, un génocide qui devra faire l'objet d'une enquête pour crimes contre l'humanité.*

## Brahim Hammouche, député de la Moselle, Modem

L'Iran a connu une révolution en 1979. Le souhait que je formule, c'est que d'autres révolutions viennent remplacer la révolution de 79, basée sur les valeurs humaines de fraternité, de liberté au pluriel, de respect des autres, de soi-même, des différences qui nous enrichissent, qui enrichiront le Moyen-Orient dans toute sa diversité. Et l'Iran a montré que son héritage est une force. Et vous êtes en tous les cas une des institutions qui vivent, qui ont pour objectif cette mission de construire un Iran démocratique.



⌘ *Vous avez pour objectif de construire un Iran démocratique.*



## Valérie Thomas, députée du Puy de Dôme, LREM

⌘ *Permettez-moi de vous dire toute l'admiration que j'ai pour votre combat.*

Permettez-moi de vous dire toute l'admiration que j'ai pour votre combat. Vous êtes une femme extraordinaire qui a mené un des plus beaux combats qui soit celui de mener son pays vers la démocratie. Donc, je vous souhaite que 2022 soit l'année de la réussite pour vous et pour le peuple iranien. Le travail des parlementaires français au sein du CPID est un essentiel à la fois pour vous apporter le soutien des parlementaires et d'une partie du peuple français. C'est capital. Les rencontres que nous avons avec vous nous permettent aussi d'appréhender et de mieux comprendre ce qui se passe et ce qui s'est passé en Iran.



## Michel Fanget, député du Puy de Dôme, Modem

J'appartiens comme Valérie Thomas, comme Jean-Michel Clément à la commission des Affaires étrangères, et je trouve, comme l'a dit Valérie, qu'on appréhende trop l'Iran dans notre commission à travers le problème nucléaire. Mais au-delà de ça, il y a la réalité vécue dans ce pays, cette dictature absolument effroyable. Je vois que les choses ont beaucoup évolué et que le CPID a beaucoup travaillé pour vous accompagner. Je tiens également, à travers cette première réunion, que la démocratie avance. Je sens que les choses ont changé en Iran. C'est le vœu que je formule pour cette année 2022.

⌘ *Il y a dans ce pays, cette dictature absolument effroyable.*

## Jean-Michel Clément, député de la Vienne, Libertés et territoires

Depuis de longues années, cette constance, cette persévérance, honore le mouvement de résistance que vous présidez. Vous avez la preuve, s'il en était besoin, que l'Iran démocratique de demain, ça peut être immédiatement. Contrairement à d'autres pays où on a vu des États s'effondrer après le renversement du dictateur, aujourd'hui, on peut dire à travers votre mouvement, qu'on a la démocratie. Votre discours posait déjà les bases d'un programme politique. On n'oublie pas les souffrances endurées pour en arriver jusque-là. Ce que vous avez montré tout à l'heure sur la souffrance des paysans privés d'eau pour nourrir le peuple, c'est aussi un autre moyen d'asservir celui-ci. Je crois que ces luttes-là doivent être menées et reconnues comme telles à la hauteur de l'enjeu.



⌘ *L'Iran démocratique de demain, ça peut être immédiatement.*



# Colloque du CPID : le rôle déstabilisateur de l'Iran au Moyen-Orient

*Le Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID) a tenu une conférence sur la situation en Iran le 24 novembre 2021, au 7<sup>e</sup> Bureau à l'Assemblée nationale.*

Le Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID) a tenu une conférence sur la situation en Iran le 24 novembre 2021, au 7<sup>e</sup> Bureau à l'Assemblée nationale. Cette réunion a coïncidé avec une large protestation populaire à Ispahan (3<sup>e</sup> ville d'Iran) réprimée brutalement faisant des dizaines de blessés et quelques centaines d'arrestations, selon les médias.

A l'ouverture de la séance la présidente du CPID, **Michèle de Vaucouleurs**, a déclaré : « La situation iranienne est aujourd'hui en plein bouleversement. Le régime en place semble fragilisé par un rejet massif de la population. Cette dynamique a des conséquences sur les relations internationales dans la région et vis-à-vis de la France. »

Invités par le CPID, deux experts et une représentante associative ont présenté leurs éclairages sur différents aspects de l'actualité iranienne :

**M. Gérard Vespierre**, chercheur et analyste géopolitique; président de Strategic Conseils, fondateur du site « Le-monde-decrypte.com », a qualifié l'état du pays de « situation prérévolutionnaire, parce qu'on est dans un système qui crée de la pauvreté dans toutes les couches de la population ». Selon lui, la raison de cette faillite économique « n'est pas conjoncturelle, due aux sanctions américaines, mais avant tout structurelle, due à une corruption endémique au plus haut niveau de l'Etat et à une mauvaise gestion de l'économie depuis 40 ans ».

**M. Nader Nouri**, ancien diplomate iranien en poste à Paris, secrétaire de la Fondation d'Etudes pour le Moyen-Orient (FEMO), a expliqué que « la politique dilatoire du régime iranien dans les négociations de Vienne sur son programme nucléaire » avait pour but de cacher ses objectifs militaires ; et que « le comportement agressif et déstabilisateur de ce régime au Moyen Orient, loin d'être un signe de puissance, cherche surtout à éclipser sa fragilité intérieure ».

**Mme Zohreh Bijanyar**, membre de l'Association des femmes iraniennes en France (AFIF), représentante de l'Association des familles JVMI (Justice pour les victimes du massacre de 1988 en Iran), a témoigné à propos de l'exécution de sa sœur Zahra, une victime de ce massacre. Elle a demandé « l'intervention de la France pour que les auteurs et les commanditaires de ce crime de masse, aujourd'hui au pouvoir en Iran, soient traduits devant une juridiction internationale compétente, ainsi qu'une action de l'ONU pour une enquête indépendante sur ce génocide. »

Dans un message vidéo adressé au CPID, **Mme Maryam Radjavi**, présidente-élue du Conseil national de la Résistance

Iranienne (CNRI), a notamment souligné : « Ce régime veut faire croire que s'il est renversé, le chaos va s'installer en Iran. C'est faux. Le peuple iranien et sa résistance organisée sont capables d'établir une alternative démocratique qui assurera la paix et la stabilité dans la région. »

**M. Philippe Gosselin** a estimé qu'à la veille de la présidence française de l'Union européenne, « il est essentiel que la France s'engage pour une politique de fermeté et dans un dialogue plus exigeant vis-à-vis de l'Iran », a-t-il expliqué.

Pour **M. André Chassaing**, « contrairement à certaines idées reçues, la perspective politique que représente le Conseil national de Résistance iranienne montre qu'il existe une alternative démocratique capable d'instaurer une république pluraliste fondée sur la séparation de la religion de l'Etat »

Trois membres de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, également adhérents au CPID ont aussi pris la parole.

**M. Jean-Michel Clément** a évoqué « la chaîne des pays Liban, Syrie, Irak, Yémen, où le pouvoir iranien mène une politique de déstabilisation » et a souligné l'affaiblissement significatif de l'influence du régime dans les zones à majorité chiïtes. »

**Mme Bérengère Poletti** a commenté les vidéos projetées pendant la séance : « à côté des préoccupations au sujet du nucléaire, c'est toute une

population qu'on aimerait voir accéder à plus de liberté et une vie décente. Parce que la crise sociale gronde. »

S'agissant des discussions sur l'Iran au sein de la commission des Affaires étrangères, **Valérie Thomas** a rappelé : « c'est vrai que la question iranienne revient très souvent ; malheureusement je pense qu'on a ce regard limité qui est focalisé sur le nucléaire, et qu'on ne traite pas cette question sous une dimension plus globale. »

Les députés **Frédéric Reiss** et **Yves Daniel**, membres du CPID, présents pendant cette réunion, ont exprimé leur engagement sur les objectifs du Comité et leur solidarité avec le soulèvement des iraniens pour la liberté.

A la lumière de l'ensemble de ces éléments économiques, politiques, sociaux, et l'urgence qu'impose l'actualité iranienne, le CPID suggère à la commission des Affaires étrangères et à son président de se saisir de la question iranienne, en prenant en considération l'aspiration du peuple iranien pour une vraie démocratie et en invitant les experts et témoins auditionnés lors de cette réunion à contribuer à leurs réflexions sur ce grand dossier.

# CPID

## Comité parlementaire pour un Iran démocratique



*De g. à dr.: Jean-François Legaret, Valérie Thomas, Philippe Gosselin, Gérard Vespierre, Maryam Radjavi, Michèle de Vaucouleurs, Brahim Hammouche, François Colcombet et Jean-Michel Clément.*

*secretariat.cpid@gmail.com*